

- 3 co-secrétaires depuis l'AG du 2 mai 2023
- Une actualité toujours aussi dense : Accueil, SIP, Foncier, GMBI, Souffrance au travail ...
- Action Sociale: EPAF et médecin de prévention

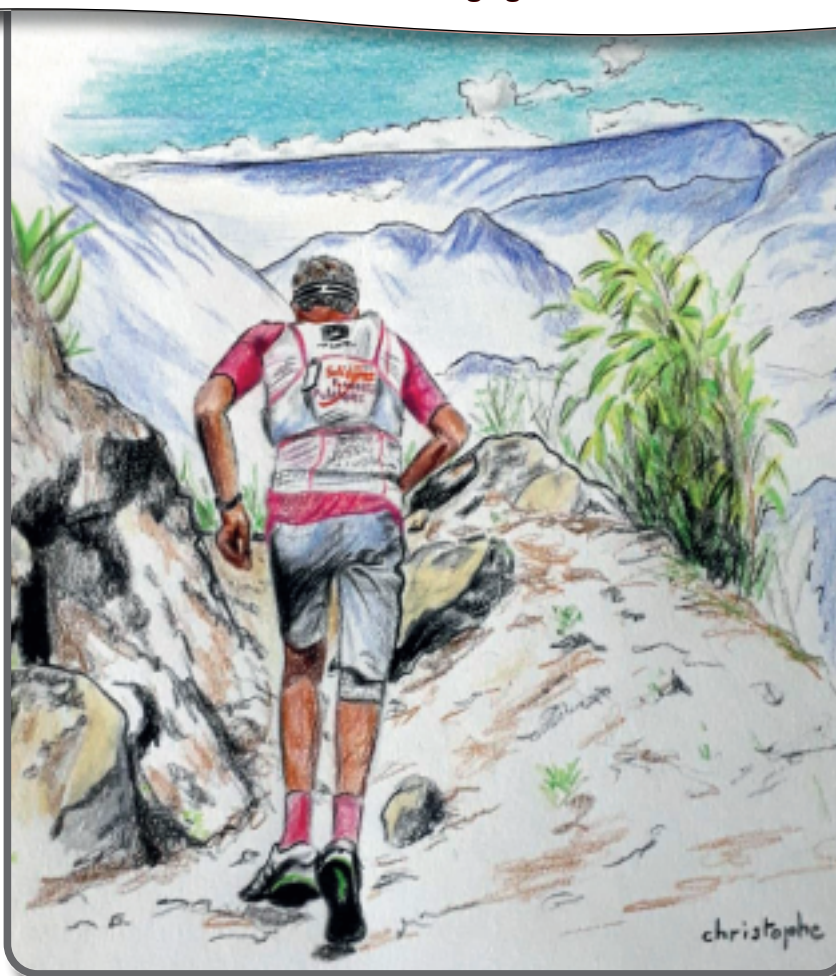
SYNDICAT NATIONAL  
**Solidaires**  
Finances  
Publiques

*Ti Coq Bataill'*  
Section de La Réunion



Edition de Septembre 2023

**La Section de La Réunion, un travail de fond, de persévérance  
et surtout de Militants engagés**



*Gramoun la di:*

*"dé montagne i rankont' zamé mé dé moun i rankont' touzour"*

Contact: [solidairesfinancespubliques.dr974@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:solidairesfinancespubliques.dr974@dgfip.finances.gouv.fr)



974

## Edito à 3 voix

### UN NOUVEAU DEFI

Les directeurs passent ... En voilà un autre qui part après 2 ans et demi à la tête de notre DRFIP. En 10 ans, 4 directeurs et directrices ... 5 avec celui qui arrive ...

C'est toujours un moment délicat, intense, essentiel que l'arrivée d'un nouveau Directeur. Il va nous falloir apprendre à le connaître, apprendre à nous comprendre pour échanger, nous nous mesurerons probablement, nous nous observerons et puis nous nous adapterons.

Notre section ne prend jamais ce moment à la légère, chacun va appréhender les limites de l'autre, sa détermination et sa crédibilité. Tout ce qui peut, pas à pas, mener au respect, parfois à la confiance réciproque.



Magali

#### **Apprendre à vivre les conflits et chose plus difficile encore savoir les terminer pour avancer et passer à la suite ...**

Car les dossiers fourmillent, différents de ceux d'il y a 8 ou 10 ans mais tout aussi essentiels : Beaucoup de réformes mal anticipées, mal accompagnées, inadaptées en l'état au territoire et aux spécificités de La Réunion, un sujet « mutations » très lourd et sans commune mesure avec les problématiques de la France hexagonale, une formation déficiente, des conflits de travail dus aux nécessaires évolutions de management ( peut-être inaccessibles à certains...), l'impuissance de notre grande « maison » à faire cesser les situations de mal-être au travail et les comportements d'une autre époque ( et qui hélas concernent souvent de jeunes managers !!???).

**Les choses changent aussi dans l'état d'esprit des collègues (à tous les grades), bouleversements des méthodes de travail comme des relationnels jumelés à la période COVID ont eu des conséquences pesantes sur nos services.**

**Un nouveau Directeur, mais aussi une nouvelle équipe qui l'accompagne, et aussi une nouvelle équipe de militants, mixité entre l'expérience et le renouvellement pour pouvoir affronter les nouveaux défis et continuer à remplir notre rôle : Défendre les missions et les droits, favoriser la responsabilité de chacun dans le collectif, et alerter notre administration sur les dérives, les erreurs, les maladresses, les inquiétudes, les peurs ...**

Amener le doute là où il est sensé ne pas exister et notre expérience du terrain pour éclairer ou contrer des décisions parfois trop technocratiques ou précipitées, mettant en danger l'accomplissement des missions et le bien être des femmes et des hommes qui le poursuivent.

Bref, assurer l'équilibre indispensable aux prises de décisions pour l'intérêt de tous et le collectif de travail.

**Notre section peut servir cet objectif avec votre soutien et votre engagement et dans le respect des valeurs qui sont le ciment de notre organisation.**

Nous ne nous plierons jamais aux compromissions qui menaceraient notre indépendance, aux situations faciles de posture du tout « non » ou du tout « oui », nous ne tomberons pas dans le « ya qua » sans faire de propositions, ni le populisme de bas étage qui consiste à trouver un bouc émissaire aux difficultés.

#### **ALLER AU BOUT DE NOS CONVICTIONS MAIS Y ALLER PROPREMENT, CONVAINCRE, TRAVAILLER ET CONVAINCRE ENCORE !**

### DEPUIS DES ANNÉES, LA RENGAINE EST LA MÊME: LE SYNDICALISME EST MORT.

Le syndicalisme est un mouvement ancien, vieux d'environ 150 ans maintenant, visant à défendre les travailleuses et travailleurs dans un monde du travail capitaliste qui avait fondé son développement sur une main d'œuvre ouvrière soumise au bon vouloir des "patrons".



Florent

Aujourd'hui, tout ce qui nous sépare de Germinal, tout ce qui nous sépare des Canuts, tout ce qui nous sépare de l'Engagisme, tout ce qui nous sépare des conditions de vie et de travail indignes du XIXe siècle et de la première moitié du XXe siècle, c'est le syndicalisme qui l'a conquis.

**Ce syndicalisme originel et ses développements et ramifications nous ont donné: la Sécu, la retraite, un droit du travail, un droit social, un revenu minimum, etc.**

#### **SOMMAIRE :**

- Edito
- Assemblée Générale 2023
- Départ de Pascal Valiamin
- Nos courriers à La Marquise: SIP, SIE, SDIF, SPFE, Accueil
- Paroles de Militants: combat retraite
- Actualités Métiers sur le foncier
- Action Sociale: Médecin de prévention, Accident de service et AG d'EPAF
- BREVES, " ladi lafé "

Ceux qui constatent, voire se réjouissent, de la mort du syndicalisme sont satisfaits que tout cela meurt et disparaisse. Les ennemis sont là, les mêmes qui nous traitent de nantis, qui nous qualifient de privilégiés, qui pointent du doigt des privilèges imaginaires et surtout qui veulent y mettre fin.

**Visiblement, la réforme des retraites a réveillé les consciences, a remué les esprits, a sorti bon nombre de salariés de la léthargie qui prévalait depuis 10 ou 15 ans.**

**Alors à tous ceux qui disaient "le syndicalisme est mort". Je répondrai vive le syndicalisme!**

Vous, nous, je, tu dois reprendre le chemin d'un syndicalisme de conquête.

Solidaires Finances Publiques est un syndicat de valeurs, de principes, de combat. C'est connu et reconnu. La section de La Réunion est une section solide, des compétences et un bilan qui parlent pour elle. Nous sommes investis dans la défense individuelle. Nous sommes constants dans la défense collective. Des avancées de portée nationale sont à notre crédit.

**Notre seule limite, c'est vous.**

**Rien, strictement rien ne peut être défendu, protégé ou gagné sans vous. Sans vos remontées, sans vos sollicitations, sans votre avis, sans votre investissement, sans votre adhésion.**

Il y a quelques temps, ce qui prévalait chez les collègues à propos des syndicalistes c'était "partez devant, nous vous rejoindrons..."

Ce temps là est révolu, nous savons tous que cela n'a pas fonctionné, que nous avons connu des déconvenues cuisantes, des échecs inexplicables et des attentes déçues parmi nos militants, nos adhérents et nos sympathisants. **Aujourd'hui, nous devons trouver une nouvelle manière de fonctionner et d'agir mais je peux déjà vous dire que ce sera construit à partir de vous, de vos actions et de vos remontées. Il n'y aura de victoires qu'ensemble.**

## TOUT VA TRÈS BIEN MADAME LA MARQUISE !

En cette période de rentrée, c'est l'occasion de faire un point d'étape sur cette année 2023 déjà bien entamée :

- « **Allô, allô, Monsieur le Directeur, quelles nouvelles à La Réunion ?** »

- « **Tout va très bien, Madame la Marquise, tout va très bien, tout va très bien.**

**Pourtant il faut que l'on vous dise, on déplore un tout petit rien, un incident, une bêtise :**

**GMBI** est un échec, la date limite de dépôt a été repoussée 2 fois, dans le département seulement 50 % des usagers ont effectué leur déclaration et 5 000 e-contacts sont encore à traiter par le SDIF...

Mais à part ça, Madame la Marquise, tout va très bien, tout va très bien ! »

- « **Et dans les autres services, Monsieur le Directeur, rassurez-moi, tout va bien ?** »

- « **Tout va très bien, Madame la Marquise, tout va très bien, tout va très bien.**

**Pourtant il faut que l'on vous dise, on déplore un tout petit rien, un incident, une bêtise :**

**Au SPFE**, 6 mois de retard dans le traitement des actes.

Dans les SIE, les 30 jours largement dépassés pour l'affectation des centaines de sommes qui se trouvent sur les comptes d'imputation provisoire,

Dans les SIP, des problèmes de management, des débrayages, le PAS qui passe mal et la disparition annoncée des antennes pour 2026...,

**Au PCR**, les CSP bientôt délocalisés dans une direction hexagonale...

Mais à part ça, Madame la Marquise, tout va très bien, tout va très bien ! »

- « **Et les agents, Monsieur le Directeur, rassurez-moi, ils vont bien ?** »

- « **Tout va très bien, Madame la Marquise, tout va très bien, tout va très bien,**

**Pourtant il faut, il faut que l'on vous dise, on déplore un tout petit rien, un incident, une bêtise :**

**Les fiches de signalement se multiplient, les accidents de service et les arrêts de maladie également, quant au médecin de prévention, elle est injoignable...**

Mais à part ça, Madame la Marquise, tout va très bien, tout va très bien ! »

- « **Allô, allô, Monsieur le Directeur, rassurez-moi, vous avez sans aucun doute des solutions à tous ces problèmes ?** »

- « **Eh bien, Madame la Marquise, vous discuterez de tout cela avec mon successeur, car je m'en vais à la retraite !** »

Dans ce contexte mouvementé, notre section locale maintient le cap et reste mobilisée pour défendre nos missions, nos emplois et nos conditions de travail.

Au travers de ce Ti Coq spécial rentrée, vous constaterez que nous travaillons et agissons même si tout n'est pas satisfaisant.

**Alors, pensez à vous, adhérez et bonne lecture !**



# ASSEMBLEE GENERALE 2023

Une très belle AG comme nous les aimons : du monde, une belle ambiance, un travail constructif et de l'émotion !!  
Plus de 200 personnes à notre AG cette année, et 80 personnes au repas comme avant le COVID ...  
Beaucoup d'émotions aussi avec le départ de Pascal ....





*Au revoir, merci pour tout et peut-être à bientôt !*

**Dans quelques jours, je quitterai la DGFIP pour intégrer une collectivité locale dans le cadre d'un détachement. L'envie de vivre une nouvelle expérience professionnelle et de découvrir de nouveaux horizons me titillaient depuis un certain temps.**

**Comme « partir, c'est mourir un peu »...j'ai laissé mûrir ce besoin de changement afin de trouver un projet qui suscite le même désir que j'ai ressenti durant toutes ces années dans ma pratique syndicale. Je ne sais pas si cette intermède sera court, long ou définitif. Les événements, les rencontres, les difficultés et le plaisir décideront de la suite...tout n'est pas écrit d'avance, et c'est tant mieux !**

**Il est essentiel pour moi de vous écrire ces quelques mots afin de clore un chapitre qui m'a tant apporté...je parle de ma vie militante à Solidaires Finances Publiques.**

**Quelques mots pour définir tout cela : très intense, quelques galères, des déceptions, des rencontres formidables et inspirantes, des moments de tristesse, beaucoup de sourires, de rires, énormément de plaisir, des ami(e)s et parfois le sentiment d'avoir été utile.**

**Même si j'ai donné beaucoup de mon temps professionnel et privé à Solidaires, ce sera toujours bien peu par rapport à ce que le syndicalisme m'a apporté.**

**Vous l'avez bien compris, pour moi, quitter la DGFIP, c'est abandonner mon engagement à Solidaires Finances Publiques...et ça, ça pique un peu beaucoup !**

**Mais je pars le coeur léger car l'équipe militante de Solidaires Finances Publiques est pleinement engagée. Le contexte professionnel autour du syndicalisme est difficile pour différentes raisons : manque de renouvellement syndical, défaites de certains combats, perspectives difficiles,...N'oublions pas non plus que certains collègues érigent l'individualisme comme une valeur plus importante que la force collective. Seul, nous sommes faibles, ensemble, nous sommes plus forts ! Je suis fier de voir que notre section essaye de faire vivre des combats collectifs, parle de sujets métiers, aborde le sujet des missions, des emplois et s'engage en même temps dans la défense individuelle quand les droits sont bafoués.**

**Autour de Magali, notre secrétaire, déterminée, la section est forte et solide et dans le contexte, c'est tout sauf banal !**

**Si vous souhaitez que la section vous ressemble encore plus, ne restez pas dans votre coin, rejoignez les car il y a de belles choses à défendre et surtout à porter. Nous avons besoin de votre oxygène pour faire évoluer notre forme de syndicalisme qui est déjà une bien belle idée.**

**Au travers de ces mots, je voulais vous dire au revoir mais aussi et surtout dire Merci pour tous ces moments à Solidaires Finances Publiques.**

**J'aurais peut-être l'occasion de croiser certains d'entre vous à l'assemblée générale du 02 mai à Saint-Paul.**

*Au revoir et à bientôt pour certains.*

*Pascal*

**P.S: pour celles et ceux que je connais, je vous laisse mon mail personnel et mon numéro de téléphone: [valiamin.pascal@gmail.com](mailto:valiamin.pascal@gmail.com) et 0692 23 53 94.**



# NOS DOSSIERS

## LES SIP A BOUT DE SOUFFLE



« Monsieur le Directeur

**Vous nous proposez une réunion pour échanger sur l'accueil ce 13 Février.**

**Depuis des semaines, voire des mois, nous vous alertons sur les difficultés rencontrés par les agents des SIP, sur la problématique des fermetures des SIE et SGC au public et du surplus de travail rencontré par les SIP .**

**Nous avons attendu des propositions que vous vous êtes refusé à faire pour améliorer la situation.**

**Aujourd'hui, la situation ne semble plus maîtrisée**, le déport des missions d'accueil vers les SIP se généralisant à toutes les missions ( le foncier aussi bientôt) et les suppressions d'emplois continuent, malgré nos remontées vers la Direction Générale et les signaux positifs que nous avons crûs entrevoir, vous aussi d'ailleurs.

**Le SIP de St Paul vient de vivre un second débrayage**, pour une problématique d'emplois et de management, et ce malgré nos interventions fréquentes sur le sujet. **Vous avez refusé de vous déplacer pour rencontrer les agents.**

**Le SIE de St Pierre rencontre de grosses difficultés suite au manque d'effectifs.** Vous vous rendez sur place et vous refusez de vous asseoir pour échanger avec eux, vous leur faites comprendre que vous n'avez rien à leur donner.

Bref, vous semblez démuni, dans l'incapacité d'agir, mais les collègues qui font face au public, ce sont eux ! Les collègues qui doivent faire front face à la colère de la population fragilisée par une période difficile, ce sont eux !

Comme nous vous l'avions dit, sans méchanceté aucune, à plusieurs reprises, si nos directeurs sont impuissants, et qu'en plus ils n'écoutent pas, ne font pas remonter les problèmes, ou baissent les bras dès qu'on leur demande une solution, à quoi nous servent ils ?

**Les chefs de service, eux-mêmes semblent, pour certains, désespérés, d'autres indifférents, certains fuyants, certains stressés, tous dépassés et fatigués, ils sont seuls aussi ...**

**A quoi servira cette réunion, encore une, sur l'accueil, qui arrive bien tard, lorsque le danger est là**, car il y a danger, Monsieur le Directeur, danger pour nos services, danger pour nos agents, danger pour le service public, urgence pour nos collègues ? Combien d'arrêts maladie faudra t-il encore, combien d'usure, combien pour vous faire réagir ?

La souffrance au travail est importante et vous en faites de l'ironie, c'est vous qui avez parlé un jour du rire du désespoir. En est on là ?

**Tous les services qui ont subi des fusions hors NRP ou des modifications dues au second stade du NRP sont en profond mal-être, vous avez sous estimé la préparation que nécessitaient de telles mutations. Lorsque nous vous interrogeons sur le sujet, nous avons droit à la sempiternelle ritournelle du « tout ira bien », « tout est prévu ».**

Solitaires Finances Publiques est toujours prête à échanger, mais avec un Directeur qui a des propositions concrètes, qui a étudié les questions au plus près du terrain, qui ne se résigne pas à ce qui lui est imposé , qui sait se départir de son dépit et de son dédain de la situation lorsque l'urgence l'impose, qui ne fait pas semblant de trouver que ces changements trop rapides sont une réussite alors que tout lui démontre que rien ne marche ...

**Solitaires Finances Publiques ne peut travailler qu' avec un Directeur qui répond aux courriers, aux alertes y compris celles prévues par la loi , aux appels au secours , qui ne détourne pas les yeux...** Vous devez admettre les conséquences indirectes de toutes ces réformes précipitées, en donnant aux équipes de travail des moyens pour les affronter, vous leur devez le respect, l'impartialité , l'honnêteté et la force pour qu'ils puissent tenir dans cette période difficile.

Nous avons pu discuter parfois sur bien des sujets, nous avons pu avancer sur des projets, notre parcours ensemble n'a pas toujours été de tout repos mais il a pu trouver des points de concordance et un respect mutuel, mais aujourd'hui vous semblez sourd et inaccessible.

**Notre responsabilité est de vous rappeler l'état lamentable de nos services, et de défendre avec détermination nos collègues en détresse.**

# SOUFFRANCE AU TRAVAIL



« Bonjour Monsieur le Directeur,

**Depuis maintenant plusieurs mois, les agents en poste au SIP de St Paul sont en grande souffrance au travail.**

A la lourdeur des tâches déjà signalée, connue et subie au quotidien par tous les agents du département, se rajoutent au SIP de St Paul des problèmes de management, de communication et de soutien.

Le droit d'alerte qui vous a été adressé par courriel le 23 janvier par les représentants FSSCT de Solidaires Finances Publiques 974 n'a pas eu de suite, et ce malgré une nouvelle relance le 09 février.

**Les congés maladies ainsi que les fiches de signalement s'amplifient et se succèdent.**

La dernière fiche de signalement adressée à la direction le 4 mai est restée lettre morte.

La désorganisation qui règne actuellement dans ce service génère des tensions et problèmes de santé qui affectent un nombre croissant de collègues.

**Les cellules d'accueil et les secteurs d'assiette sont les plus impactés par les arrêts maladies et par une ambiance de travail dégradée. Pour exemple, à ce jour, la campagne IR vient tout juste de se terminer et les agents d'accueil et d'assiette sont confrontés à plus d'un millier de messages e-contact et balf à traiter.**

Cette surcharge de travail repose soit sur les agents présents qui se trouvent alors en grande difficulté pour y faire face et finissent par s'épuiser soit sur les agents en congé maladie, déjà épuisés et qui lorsqu'ils reprennent le travail retrouvent des e-contact à traiter qui leur ont été affectés en plus pendant leur absence et qui ont de quoi faire replonger ces personnes en régression.

**A cela s'ajoutent au quotidien des injonctions, des modifications et des recommandations contradictoires de la part de la hiérarchie.**

Une priorité en remplace sans cesse une autre puis une autre, ce qui reflète un problème d'organisation et de communication lié au management.

Plusieurs collègues se retrouvent contraints de faire dans une même journée de l'accueil physique, téléphonique, de répondre à des courriels, de traiter des réclamations contentieuses et de faire du CSP.

**Les encadrants donnent ainsi aux agents un sentiment d'infériorité, qu'ils n'y arrivent pas, qu'ils sont incapables et/ou un sentiment d'injustice et d'inéquité, que les moyens et les tâches allouées sont déséquilibrés et mal répartis.**

Or, les responsables se doivent d'être impliqués dans l'action, proches de leurs équipes, de leur apporter du soutien, des conseils en cas de difficulté.

**Une fois encore, Solidaires Finances Publiques 974 vous alerte sur les pratiques managériales problématiques en cours au SIP de St Paul .**

Le défaut de communication se fait de plus en plus criant avec notamment une adjointe qui ne parle pas à tout le monde suite à des conflits larvés.

C'est un service pour lequel notre section est déjà intervenue avec force depuis septembre 2022 au moyen de deux débrayages, d'une occupation lors d'un CSA et de plusieurs courriers.

**Il est plus qu'urgent d'agir sur les causes de ces dysfonctionnements afin de garantir les conditions de travail, leur santé morale et physique des agents , ainsi que la viabilité de la mission et les contraintes du service public.**

Bien cordialement,

**Sandra PAUSE**

**Co-secrétaire départementale de Solidaires Finances Publiques 974**



## 2023 : On apprend toujours des batailles perdues ...

Après plus de dix jours de grève intensive, en Intersyndicale, ce qui ne s'était pas vu depuis plus de 15 ans, les fonctionnaires de notre DGFIP, tout comme des milliers de nos concitoyens responsables se sont rassemblés pour contrer cette réforme régressive et qui n'est que la première de beaucoup d'autres.

**En son temps, la réforme portée par la loi de transformation de la Fonction Publique avait fondé les prémices, et est passée dans le plus grand silence pour ne pas dire dans l'indifférence totale. Nous l'avons payée aujourd'hui.**

Cette longue période de grèves entre Janvier et Juin 2023 sur les retraites n'a pas amené au retrait de la réforme mais à quelques modifications accessoires. Le gouvernement est resté sourd ou plutôt a tenu bon dans ce conflit car les taux de grève ont périclité peu à peu.

**A ceux qui répètent que la grève ne sert à rien, elle est un moyen de lutte efficace comme toute autre mobilisation, à condition qu'elle soit massive et exprime la volonté claire du plus grand nombre.**

**Sans cela, effectivement, elle ne peut rien apporter si ce n'est une perte de salaire importante pour les courageux qui s'y sont collés ...**

Elle fut massive dès le début, rappelons tout de même un taux de grève de 44,21 % à la Réunion le 19 Janvier en pleine période de vacances scolaires, taux exceptionnel pour ces dernières années, mais elle n'a pas poursuivi son record ...

**Malgré tout, l'Intersyndicale est restée soudée, c'est une note très positive et favorable pour l'avenir. Le syndicalisme uni c'est possible lorsqu'un danger réel frappe à nos portes et c'en était un !**

**Mais il faut en plus la mobilisation sociale qui a fait la force des grandes mobilisations d'avant.**

**La révolte par procuration, ça ne marche pas !**

Resteront donc derrière la perte de cette bataille ces moments d'union, de force et d'envie commune qui nous laissent espérer que tout est toujours espérance.

A noter: **Les taux de grève les plus élevés dans notre administration ont été le fait des cadres C et B, soit les grades les moins élevés dans notre hiérarchie, et ont essentiellement concerné les collègues qui sont en services extérieurs (SIP, SIE, CDIF, SGC ...), soit ceux qui ont été victimes du NRP; il n'y a vraiment pas de mystères !**

A titre de comparaison : Taux Réunion 19/01 : 44,21% (taux national 34,45%)

Taux Réunion 31/01 : 37,06% (taux national 25,32%)

Taux Réunion 07/03 : 21,5% (taux national 29,23%)

Taux Réunion 23/03 : 14,4% (taux national 13,91%)

Taux Réunion 06/04 : 7,28% (taux national 7,36%)



SYNDICAT NATIONAL  
**Solidaires**  
Finances  
Publiques 974

*Solidaires Finances Publiques*  
La force de tous les agents de la DGFIP

**Solidaires** **Solidaires** **Solidaires**  
FONCTION PUBLIQUE



## LA CHAÎNE FONCIÈRE, LA BOUCLE DEBOUCLÉE

Une chaîne de travail c'est assez compliqué tout en étant très simple, et quand un maillon se grippe, toute la chaîne trinque.

Démonstration dans la sphère foncière :

Le SPFE publie les actes notariés,

Cette publication impacte ensuite le fichier des propriétaires au SDIF.

La TF et la TEOM est émise d'après les informations contenues dans les fichiers du SDIF.

Le SIP se sert des fichiers du SDIF (propriétaires et bâti) pour émettre les TH (qui est désormais automatiquement dégrevée), THS et THLV.

Le SIE se sert des fichiers du SDIF (propriétaires et bâti) pour émettre la CFE, et la TFC

Tout est à jour, tout roule, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. Un retard quelque part, rien ne va plus, faites vos jeux !

Par exemple :

Le SPFE a 165 jrs de retard de publication, donc les biens vendus après la fin août ne seront pas pris en compte par le SDIF et la TF sera émise au mauvais propriétaire pour une partie d'entre eux, le SDIF aura une masse de contentieux d'attributions à traiter, le SIP va avoir des soucis de THS/THLV et du contentieux derrière. Le recouvrement du SIP aura bien sûr des problèmes de recouvrement puisque les contribuables reçoivent une TF pour un bien vendu l'année précédente.

Par exemple :

Le SDIF a du retard dans la saisie des déclarations, le SIP se retrouve avec des anomalies à traiter de foyers fiscaux non assujettis à la TH puisqu'ils ont déménagé dans leur nouvelle maison mais que le local n'a pas encore été créé. Le SIE a exactement le même problème, bien sûr les valeurs locatives des locaux commerciaux n'ont rien à voir avec celle des locaux d'habitation.

A l'heure actuelle, tous ces cas de figure sont réels, se cumulent, la chaîne foncière est en situation de sur-accident et tous les "gardes fous" qui existent dans les différents services sont dépassés voire aggravent la situation (publication anticipée au SPFE, contentieux autocrétés au SDIF, GMBI pour la mise à jour des occupants par les occupants, bientôt le foncier innovant pour la taxation d'office etc.).

Bien évidemment, les chiffres s'améliorent doucement, à la faveur de la crise immobilière qui sévit à La Réunion puisque moins de ventes = moins d'actes, moins de constructions = moins de retard de saisie, et au moindre retournement du marché on reviendra à une situation inextricable de retards colossaux se surajoutant les uns aux autres avec en première ligne des agents totalement débordés sans autre perspective qu'une accumulation de retards en augmentation rapide.

En attendant, ce sont les contribuables qui trinquent, dans l'indifférence générale à la direction ou en centrale. Les grands perdants sont les contribuables avec un service public très dégradé qui remplit difficilement ses missions dans un délai raisonnable (publicité ou émission de la TF), qui répond rarement aux sollicitations diverses (téléphone, e-contact, mél et courrier) et qui corrige lentement ses erreurs.

SPFE= Service de Publicité Foncière et d'Enregistrement // SDIF=Service Départemental des Impôts Fonciers // TF= Taxe Foncière // TEOM= Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères // SIP= Service des Impôts des Particuliers // TH= Taxe d'Habitation, THS= TH sur les résidences Secondaires, THLV=TH sur les Locaux Vacants // SIE= Service des Impôts des Entreprises // CFE=Cotisation Foncière des Entreprises // TFC=Taxe sur les Friches Commerciales // GMBI=Gérer Mes Biens Immobiliers

**Monsieur le Directeur Régional,**

**Le SDIF de La Réunion, service officiellement créé au 1er janvier 2023 issu de la fusion des deux CDIF de l'île ainsi que de la cellule foncière du SIP de St Pierre, est en échec.**

Non pas que la création en elle même ait rendu inopérant un service mais parce qu'elle n'a jamais cherché ni à corriger ce qui n'allait pas dans l'un ou l'autre des services originels ni à préparer le service à la révolution qui touche le foncier.

**Cet échec est autant celui de la direction locale que de l'administration centrale.**

Et pourtant, notre direction avait largement de quoi anticiper ce qui allait se passer, la médiation sociale du CDIF de St Denis (tenue entre le 16/12/2021 et le 25/03/2022), la médiation de projet précédant la création du SDIF de La Réunion (tenue entre le 22/08/2022 et le 07/10/2022) et des Groupes de Travail pour préparer cette fusion (4 GT entre le 22/03/2022 et le 13/09/2022), sans parler des notes de centrale sur les réformes touchant le SDIF que la direction régionale doit maîtriser sur le bout des doigts.

**A quoi cela a-t-il servi? Quelle est l'anticipation des tâches ?**

**Quelle estimation du calibrage des emplois? Quel professionnalisme dans tout ça ?**

**Force est de constater que rien ne va dans le service.**

Mi-juin le SDIF c'est 4129 e-contact, 1777 messages dans la BALF, 1370 déclarations papier en souffrance, 2195 anomalies BNDP en instance, 190 EDD en attente et 250 déclarations sur EVALOC.

**Le contentieux ?** Au dernier décompte près de 1800 avec des vieilleries dignes d'un brocanteur conservées "en attente de..."

**Le plan de résorption des e-contact ?**

Traiter en priorité les e-contact avec relance (M. X a relancé 5 fois, on traite un message, on fait baisser de 6 le total. Du tripatouillage statistique donc).

### **La note sur la liaison SIP-SDIF?**

Transférer du travail du SDIF aux SIP sans jamais être capable de quantifier la charge.

### **Les nouvelles applications?**

GMBI est une catastrophe industrielle pour les services, les problèmes d'adressage et le désordre foncier de La Réunion n'ont pas été anticipés.

**Par contre l'administration alloue exceptionnellement des vacataires pour répondre à des e-contacts concernant GMBI, voici une question simple posée par un contribuable et attribuée à un vacataire:**

"Bonjour, j'ai effectué ma déclaration d'occupation mais j'ai un souci au niveau de l'adressage, j'ai vendu ma maison au 257 route des Vacoas depuis le 28 Juillet 2022 et j'ai gardé mon bungalow de 34 M2 que j'ai du réhabiliter en faisant un branchement d'eau et d'électricité, ma nouvelle adresse est le 257 BIS ROUTE DES VACOAS LES AVIRONS. Comment modifier le numéro de mon bien ?"

**Soyons sérieux, outre les problèmes maintes fois soulevés par l'accès des applications aux vacataires, comment croyez vous que cela soit une réponse satisfaisante que de mettre des personnes non formées, extérieures aux métiers** devant des applications inconnues pour porter des réponses définitives à ce genre de message ? Quel mépris pour le public mais aussi pour les auxiliaires livrés à un métier qui doit leur paraître bien inaccessible et enfin pour les agents qui en plus de voir leur technicité dénigrée devront rattraper les contentieux après coup.

**8000 anomalies sur les SPI dans Majic ont été détectées** empêchant les propriétaires de visualiser leur bien dans GMBI. Avec une petite semaine pour en traiter le plus possible. Ne pas les traiter ne fera que perpétuer les problèmes du service.

**Les nouvelles applications du SDIF, socle d'une réforme accélérée du foncier à la DGFIP, ont été déployées sans formation réelle ou efficace.**

**SURF** est une régression par rapport à l'application précédente.

**GESLOC** est une application qui ressemble plus à une version alpha qu'à une version finalisée. Elle bloque même une part du travail.

**SITADEL** est inadaptée. 46% du fichier était en anomalie lors de l'intégration, la moitié des fiches ne trouve pas de réponse. Donc près du 1/4 de l'ancien fichier Lascot n'intégrera pas SURF et cette application sera donc lourdement incomplète et faussée.

**Maintenant que l'état des lieux est fait, que peuvent attendre nos collègues? Et les contribuables?**

Parce qu'au delà des chiffres, il y a des contribuables qui attendent une réponse, des dossiers en souffrance depuis des mois, des services tout au long de la chaîne impactés par l'état du SDIF.

Et répondre aux problèmes ci-dessus n'apportera même pas un début de réponse aux soucis d'adressage qui relèvent du SDIF et au désordre foncier amplifié par le retard des services de la DGFIP (SDIF et SPFE) qui impacte toute l'île et toute sa population.

Florent CORMARY, Co-secrétaire de Solidaires Finances Publique DRFiP 974

## **GMBI Une catastrophe de plus !**

**« Bonjour Monsieur le Directeur,**

**la section Solidaires Finances Publiques 974 souhaite vous alerter sur la situation catastrophique des SIP et du SDIF à la Réunion causée par la mise en place précipitée et forcée de GMBI sans effectif supplémentaire, avec une formation tardive et expresse des collègues et double travail avec deux campagnes à mener de front cette année.**

Une réforme tellement bien anticipée que toutes les semaines, sont observés des bugs informatiques, des outils qui rament, une FAQ avec plus de 60 questions-réponses, une dizaine de précisions, rappels et éléments de réponse qui ont inondé au fil des semaines la boîte mail des agents.

Depuis la mi-juin, les différentes relances GMBI, opérées parfois sur des contribuables qui avaient bien déclaré, provoquent une masse de mails, appels et e-contacts que nos collègues ne parviennent plus à absorber.

**Cette semaine encore, le nombre de e-contacts à traiter explose :**

- plus de 6 000 en souffrance au SDIF (St Denis et St Pierre confondus);
- 90 au SIP de St Benoît, 260 à St Paul, 100 à St Pierre, 150 à St Louis ...

Sans compter les e-contacts avec un motif "divers" qui concernent également GMBI mais qui ne sont pas quantifiées.

De plus, le manque d'ergonomie de l'outil informatique ou encore les nombreuses informations immobilières erronées reprises dans l'appli poussent de nombreux usagers à se rendre aux guichets des services, notamment les personnes âgées ou en situation d'illectronisme, qui n'arrivent pas à effectuer leur déclaration en ligne.

**Les SIP et SDIF doivent aussi faire face à une quantité de demandes de rendez-vous physiques et**

**téléphoniques d'usagers sans précédent** dans cette période alors que la campagne IR est théoriquement achevée et que les vacances scolaires approchent.

Les planning APRDV GMBI sont complètement saturés et les usagers désespérés (ce qui se comprend) cliquent sur n'importe quel motif de l'APRDV (aide à la déclaration IR, investissements locatifs, ...) pour essayer d'obtenir un RV.

Au SDIF, il faut attendre 3 semaines pour en avoir un !

Au SIP de St Paul, les planning d'accueil changent tous les 2 jours, comment suivre et travailler sereinement ?

Les agents sont épuisés et débordés par la situation. Nous avons des témoignages d'agents et agentes, de VSC en pleurs, qui craquent devant les contribuables ne sachant plus comment faire pour répondre à leurs questions et interrogations.

Sans compter, bien évidemment, les propriétaires ne regardant pas ou ne disposant pas d'un espace particuliers et/ou d'une messagerie électronique, qui sont passés à côté de toute information directe de la DGFIP.

**La direction générale elle-même a été contrainte de reconnaître que "devant l'afflux de déclarations", elle n'avait pas d'autre choix que de repousser la date limite de dépôt au 31 juillet.**

Mais ce n'est pas ce report annoncé qui va fondamentalement faire bouger les lignes.

Bien au contraire, avec les vacances scolaires, les effectifs vont être moindres dans les services et les agents restants subiront une pression encore plus forte avec un risque accentué de burn-out.

A cela s'ajoutent des difficultés spécifiquement "locales" avec un fichier foncier comportant depuis de nombreuses années des erreurs et anomalies qui étaient jusqu'à présent traitées tant bien que mal au fil de l'eau mais qui avec GMBI s'étalent au grand jour et seront source de nombreux contentieux avec effet boomerang en fin d'année à la sortie des rôles TF 2023 :

- des déclarations H1 mal remplies par les usagers ;
- celles établies d'office par les services et que les contribuables contestent ;
- des constructions sur sol d'autrui et notamment sur le domaine public sans permis de construire et sans convention d'occupation ;
- des biens sans titre de propriété, "hérités", "échangés", "vendus" ou "donnés" entre membres d'une même famille ;
- des locations meublées saisonnières jamais déclarées jusqu'à maintenant ;
- multiplicité des invariants avec l'éclatement des dépendances ;

**Quelles solutions préconisées par la direction pour tous ces cas "hors normes" ? Aucune à l'heure d'aujourd'hui**, excepté l'idée lumineuse des réponses-types d'attente qui ne feront qu'aggraver la situation dans quelques mois ...et le renfort de ... vacataires !

Les permanents de mairie présents qui assuraient depuis longtemps le suivi des permis de construire dans certains services et qui connaissent le terrain ne peuvent même plus mettre à jour les dossiers depuis le changement d'applicatif.

L'absence d'une déclaration papier et le choix assumé d'une procédure totalement dématérialisée provoquent une forte incompréhension de la part des contribuables.

GMBI est encore une de ces réformés décidées par des technocrates ne jurant plus que par l'IA, déconnectés de la réalité du terrain et des spécificités locales.

Près de 50% des contribuables expriment un sentiment d'anxiété et un besoin d'accompagnement dans leurs démarches.

**Voici quelques exemples de situations "abracadabrantiques" constatées en local :**

- **alors qu'en début de campagne il était formellement proscrit de distribuer des formulaires papier aux contribuables**, aujourd'hui, au vu des flux de réception physique et téléphonique, il est devenu impossible de gérer les demandes au fil de l'eau, tous les SIP de La Réunion, sans exception, se retrouvent à distribuer au public une déclaration papier afin de limiter les files d'attente et de permettre aux agents une saisie a posteriori.

**Le problème, c'est qu'au final, les agents se retrouvent à saisir les données à la place de l'usager** et que cette charge de travail supplémentaire ne sera pas comptabilisée.

Au SIP de St Pierre, ce sont plus d'une centaine de ces formulaires qui remontent chaque jour dans les secteurs et qui monopolisent une personne de plus à l'accueil chaque matin.

Au SIP de St Benoît, la pile de demandes expresses atteint 10 cm de hauteur;

- **des vacataires, non formés ou formés à la va-vite**, sont recrutés dans la précipitation pour soi-disant répondre à des questions "simples" et ont accès à des habilitations informatiques et des informations sensibles qui vont à l'encontre des règles déontologiques pourtant si

chères à la direction générale et si vite occultées lorsque celle-ci est prise à la gorge;

- **pour faire face à l'affluence des usagers, les agents du SIP ont pour consigne de les orienter vers les MFS, les CCAS et les écrivains publics !**

- **et que dire de la résolution des doublons SPI ? FIABPERS ou MAJIC ? SIP ou SDIF ?** Chacun fait comme bon lui semble.

Pour Solidaires Finances Publiques, loin d'être la campagne idéale tant vantée par notre Ministre, cette campagne GMBI est surtout représentative de toutes les erreurs et errances dont est capable l'administration. Communication inadaptée et contre-productive, application non finalisée, refus de toute écoute des agents et des représentants du personnel, dogmatisme et certitude en total décalage avec les besoins et attentes du public...

**Nous sommes très clairement aujourd'hui devant un risque psychosocial grave et avéré.**

Il est de votre responsabilité, Monsieur le Directeur, d'y remédier rapidement, qu'une vraie prise de conscience soit faite, et qu'enfin le bon sens fasse son retour.



## Communiqué de presse du 06 juillet 2023

**Au vu du fiasco de la campagne Gérer Mes Biens Immobiliers (GMBI), la Direction générale des Finances Publiques (DGFIP) a annoncé le 23 juin un report de la date limite de la déclaration au 31 juillet 2023 au lieu du 30 juin.**

Après des mois d'alerte de notre organisation sur l'infaisabilité de cette opération, menée parallèlement à celle de l'impôt sur le revenu, sans effectif supplémentaire, la DGFIP a été contrainte de reconnaître que "devant l'afflux de déclarations", elle n'avait pas d'autre choix que de repousser la date limite de dépôt.

**Malgré les propos rassurants du Directeur Général des Finances Publiques, 40 % des propriétaires n'ont pas pu effectuer leur déclaration de biens immobiliers.**

Avec un nombre de contacts physiques et téléphoniques jamais vus en cette période de l'année (plus de 94 000 appels le 16 juin dernier derrière le numéro national 0809 401 401 par exemple), tous les Services des Impôts des Particuliers (SIP), les centres de contacts et les Services Des Impôts Fonciers (SDIF) sont au bord de la rupture.

**A la Réunion, l'accueil a augmenté cette année de 14 % par rapport à l'année dernière.**

Les services du département sont saturés par les mails des contribuables en difficulté qui n'ont pas de réponse à leur questions, et pour cause : plus de 6 500 messages internet sont en instance de traitement !

**L'absence d'une déclaration papier et le choix assumé d'une procédure totalement dématérialisée provoquent une forte incompréhension de la part des usagers.**

Beaucoup d'usagers, notamment les personnes âgées ou en situation d'illectronisme, qui n'arrivent pas à finaliser leur déclaration sollicitent en vain un contact téléphonique ou se rendent au guichet des finances publiques.

**Mais il y a tellement de demandes qu'il faut attendre 3 semaines avant d'espérer obtenir un rendezvous.**

Si bien qu'ils sont orientés vers les MFS, les CCAS ou les écrivains publics dont ce n'est pas le métier de répondre à ces questions fiscales.

**Or, en fin d'année, en cas de non dépôt ou d'erreur dans les déclarations, les contribuables pourraient voir leur bien ou une partie de leurs biens (garage, dépendance,... par exemple) soumis à la taxe d'habitation en tant que résidence secondaire.**

Il est grand temps que la DGFIP cesse cette dématérialisation à outrance qui laisse sur le carreau les personnes les plus en difficulté. **L'embauche et la formation à la va-vite de vacataires n'est certainement pas la solution, nous réclamons de vrais emplois.**

**Les usagers-contribuables ont droit à un service public de qualité et de proximité !**

# AG EPAF du 20 juin 2023

La première AG d'EPAF 2023 était très attendue suite aux différents changements au sein du personnel de direction de l'EPAF : un nouveau président, un nouveau trésorier et une nouvelle DGS.

Coté représentants des usagers, suite aux élections professionnelles, Solidaires Finances reste l'organisation syndicale majoritaire avec 5 sièges. C'est avec fierté et enthousiasme que j'occupe au plan national un de ces 5 sièges.

La séance, qui a duré une journée entière, a été intense et animée mais aussi décevante sur des sujets tels que la vente bradée des résidences EPAF, la presque-disparition des prestations hôtelières et l'augmentation des tarifs Vacances Loisirs et Vacances Enfants pour 2024.

## Quel avenir pour la résidence de La Saline ?

Lors du comité social ministériel du 6 juillet dernier, l'AOT a été renouvelée pour 3 ans au lieu de 5 ans précédemment.

Cependant, la pérennité de la Saline reste fragile et incertaine.

Nous avons une fois de plus dénoncé avec force le tarif forfaitaire de 10 € appliqué à chaque visiteur.

Cette situation n'est pas justifiée, soit l'EPAF l'applique à toutes les résidences y compris hexagonales soit elle cesse de l'appliquer à La Saline.

Les soi-disant problèmes d'insécurité restent à démontrer, aucun exemple concret d'incivilité et/ou d'acte malveillant ni de nuisance sonore.

Cette mesure stigmatise la population réunionnaise et d'autres solutions seraient possibles : laisser une pièce d'identité à l'accueil et/ou une caution au moment de la visite et restituable après visite.

A cette proposition, EPAF objecté une fin de non-recevoir : les 10€ sont une garantie pour le SG, c'est ça ou le risque de la fermeture de la résidence.

Cependant, Solidaires Finances ne lâchera rien jusqu'à ce que ces 10 € soient enfin supprimés.

## Augmentation des tarifs 2024 Vacances Loisirs et Vacances Enfants :

Autant pour VE que pour VL, en 2024, les tarifs augmenteront de 4 % et toutes les tranches de QF existantes seront élargies de 10 %.

Les organisations syndicales ont voté contre cette disposition à l'unanimité.

Il faut souligner que lors du GT (ou plutôt réunion d'information) sur les tarifs qui avait eu lieu le 25 mai, une hausse de 8 % avait été annoncée d'emblée par EPAF sans alternative possible et sans tenir compte de nos propositions telles que la création des tranches supplémentaires pour les QF les plus élevés (notamment pour les A+) afin de limiter les augmentations pour les classes moyennes.

Ce GT avait été expédié en 2h sans réelle volonté de trouver un terrain d'entente avec les organisations syndicales. **Nous avons été la seule OS à intervenir, preuve que notre action a partiellement porté ses fruits.**

En VL, EPAF s'est enorgueillie, suite à la sortie de son giron de la majorité des résidences hôtelières, d'avoir basculé d'une offre de 30 % prestataires et 70 % EPAF avant fermeture des sites EPAF à 70 % prestataires et 30 % EPAF après fermeture.

Cependant les tarifs proposés par les prestataires extérieurs sont beaucoup plus élevés que ceux pratiqués antérieurement par EPAF.

Sandra PAUSE

# ACTION SOCIALE

finances  
**Solidaires**



Lutter et construire!  
**Ensemble!**

# Alerte intersyndicale Medecin de prevention



Saint Denis de la Réunion le 05/07/2023

Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques,

Par le présent courrier, l'intersyndicale Solidaires Finances Publiques 974, CGTR Finances Publiques souhaite vous alerter sur la situation anormale et préoccupante de notre médecine de prévention.

Contrairement au souhait de nos organisations syndicales qui militaient pour une solution interne, notre administration a conventionné le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Réunion pour la fonction de médecin de prévention (CDG).

A l'heure actuelle, le CDG remplit donc les fonctions de médecin de prévention pour notre administration. Le bilan est à ce jour globalement très négatif et dégradé par rapport à la situation antérieure où les agents du ministère des finances de la Réunion (DGFIP, DGDDI et INSEE) disposaient d'un médecin de prévention. C'est un constat partagé par les agents, les OS et les professionnels ayant expérimenté les deux organisations.

Le PV du CDAS du 28/11/2022 laisse apparaître que les agents des autres administrations du MINEFI rencontrent des problèmes similaires. L'organisation du CDG s'avère dysfonctionnelle.

En effet, le CDG met à notre disposition un médecin à temps partiel à 60% et ayant de très nombreux fonctionnaires à suivre (Minefi, éducation nationale soit environ 2500 agents).

De plus, sa méconnaissance des missions, des services et des conditions de vie au travail laisse les agents perplexes. Elle émet des avis péremptoires qui ont pu choquer certains de nos collègues soit en conseillant à untel de démissionner de l'administration, soit ordonnant à d'autres de ne plus conduire ("Vous êtes dangereuse pour les autres!"). Se substituant ici à la Commission du Permis de Conduire de la Préfecture.

Ce qui est en cause ce n'est pas tant la qualité professionnelle ou la personnalité du médecin mis à disposition par le CDG, mais la convention même. A ce sujet là, les OS n'ont toujours pas eu communication de cette convention malgré des demandes répétées notamment lors du PV de la réunion du CDAS du 28/11/2022. Merci de nous en faire parvenir une copie.

Le CDG ne participe pas non plus au CSAL FS pour expliquer son activité alors que le médecin de prévention est censé siéger. A la réunion de la formation spécialisée du 4 juillet 2023, dont un des points à l'ordre du jour était le rapport d'activité du CDG à la DRFiP, aucun représentant du CDG n'est venu siéger.

Depuis la mise en place de cette convention il y a près de 2 ans, nous sommes alertés très régulièrement par nos collègues sur la qualité et l'efficacité de la médecine de prévention du CDG. La direction doit prendre la mesure du problème et nous devons revenir à une solution ministérielle en nommant un médecin de prévention sur le département, siégeant dans les locaux prévus à cet effet et aménagés à grand frais.

Compte tenu de la dégradation des conditions de vie au travail, les agents des Finances Publiques de la Réunion doivent disposer d'un médecin de prévention qui se déplace sur les sites afin d'appréhender au mieux leurs conditions réelles d'exercice et de suivre au plus près les aménagements de postes individuels et collectifs.

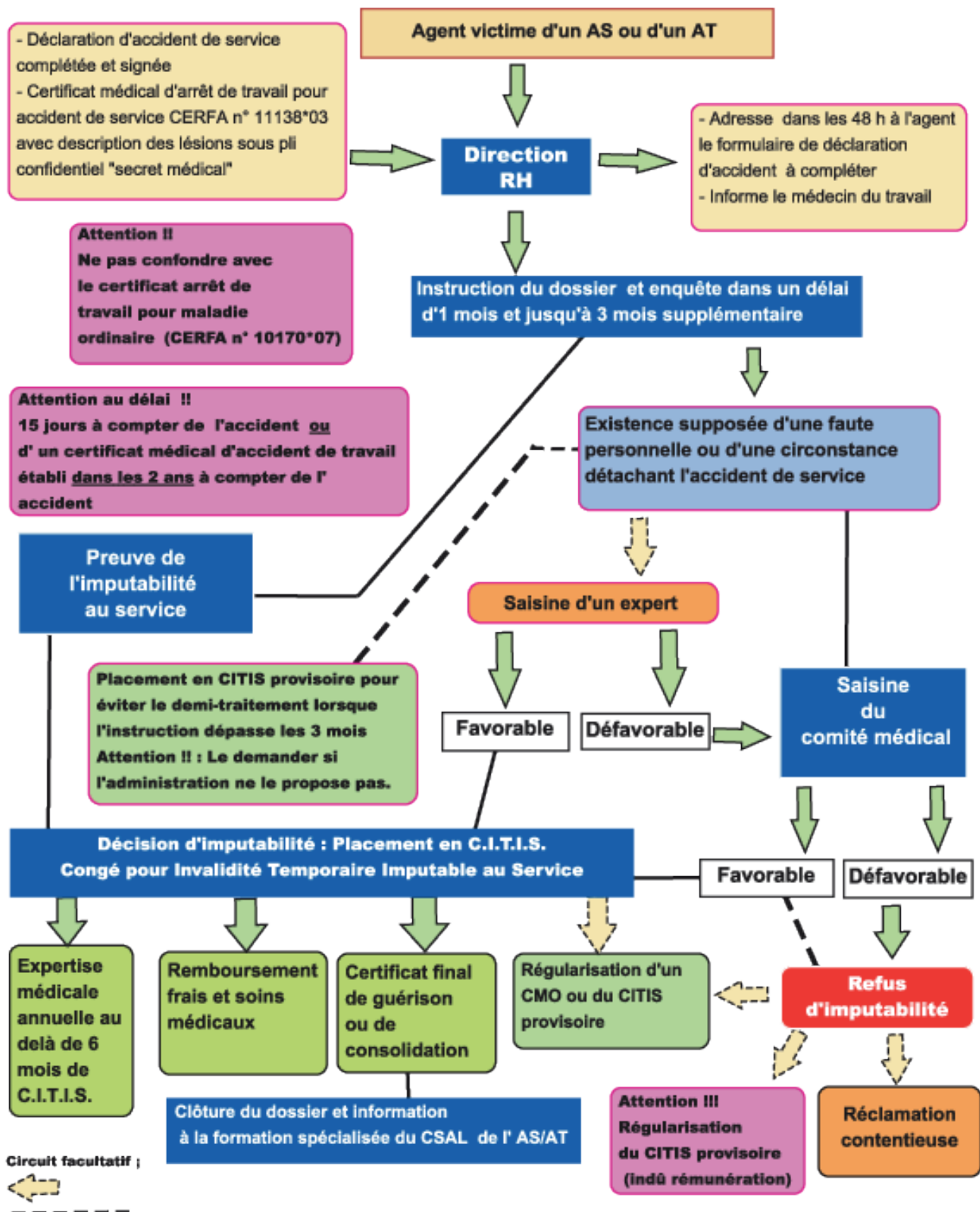
Les agents des Finances Publiques de la Réunion doivent disposer d'un médecin de prévention qui assure les visites médicales périodiques, ainsi que les visites médicales imposées par les contraintes particulières liées aux missions ou aux situations médicales des agents.

Co secrétaires départementaux de la section Solidaires Finances Publiques Réunion  
Magali BILLARD – Sandra PAUSE – Florent CORMARY

Secrétaire Départemental CGTR Finances Publiques  
Michaël JALMA

## DECLARATION D'ACCIDENT DE SERVICE (AS) OU DE TRAJET (AT)

Ce pas-à-pas reprend le circuit d'une demande de reconnaissance d'imputabilité au service. Il répond aux questions les plus courantes sur le sujet :  
 - temps prendra l'enquête administrative ?  
 - Quid de ma rémunération passé les 3 mois d'instruction ?  
 - Que faire en cas de refus d'imputabilité ?  
 - Quelles sont les obligations de l'administration ?  
 - Quelles pièces fournir et dans quel délai ?  
 - Combien de temps prendra l'enquête administrative ?



# BREVES

## **MAL TRAITÉS ...**

“Les RH, tu prends leur réponse et tu peux te dire que la vérité c'est l'inverse et tu cherches.”

- X, lors d'une visite de site récente:

Force est de constater que ça se vérifie régulièrement, que ce n'est plus possible. De ce service on a régulièrement des échos par les adhérents: propos à l'emporte pièce, rejets sans motivation, propos agressifs, courrier sans indication du signataire et on en passe. Ni fait, ni à faire comme on dit. C'est un service difficile mais comme beaucoup d'autres, il faut parfois aussi renouveler les équipes épuisées...

La baisse de qualité du travail est générale, impactée par les suppressions de postes, réformes en tous genres et au cas présent, nous sommes les usagers des RH locale. C'est une excellente façon de voir comment notre administration traite ses usagers : mal !

Les dossiers expédiés, les contrôles bâclés parfois absents,

parfois partisans, la législation passée au second plan derrière les habitudes et les réflexes. Le résultat est saisissant; la défiance s'installe !

Les collègues payent eux aussi l'évolution de notre administration et comme partout, il faut se battre pour retrouver ce service public de qualité qui était le nôtre. Pour que nos journées de travail aient un sens. Il n'y a rien d'inéluctable dans cette déchéance de notre administration. Ce que nous constatons partout : ce qui fonctionne encore, tourne grâce au travail des agents, à leur investissement, à leur abnégation ;

Retrouvons aussi le sens de l'humilité. Nous perdons nos connaissances, le monde évolue très vite, il n'y a pas les excellents et les nuls, les incorruptibles et les profiteurs... Nous pouvons tous nous tromper, tomber, nous plaindre et se relever ...

Les consignes bidons, le travail “aux enjeux”, l'ouverture du parapluie à tous les niveaux, ça suffit !

## **VOUS VOULEZ LE TICKET DE CAISSE ?**

En pleine période GMBI, le Qmatic de l'accueil du SIP de St-Paul (distributeur de tickets) n'avait plus de rouleau de papier.... Il fallait attendre la commande qui venait de métropole (de Chine ou de Mars ça aurait été plus rapide...)

Donc au milieu de l'afflux de contribuables, massés dans les couloirs, sous le hall, dans la cour, dans ce goulot d'étranglement qu'est la disposition de l'accueil au SIP de St-Paul, on découpait de petits bouts de papier qu'on donnait aux malheureux contribuables perdus, cherchant qui le bureau 3, qui le bureau 0, qui les toilettes (car on les ferme au public pour raisons de sécurité et donc on accompagne les vieilles personnes dans l'urgence dans les toilettes du personnel, et on est donc obligé de les attendre pour les raccompagner quand ils ont fini)...

Il faut l'avoir vu pour le croire... La grande administration moderne !!!! Ce serait à mourir de rire si ce n'était aussi pitoyable !

## **SOS EN MORSE : appel codé !**

Quelque part dans l'ouest de ce département, dans un service de la DRFIP que tout le monde reconnaîtra aisément, voici le message envoyé par l'encadrement aux collègues concernant l'accueil des usagers pour faire face à la réforme « des étoiles dans les yeux et des trémolos dans la voix » comme dit notre ministre, GMBI !

« Pour faire face à l'affluence constatée ces dernières semaines liée à GMBI, et à l'importance prise par l'obligation de création pour chaque usager d'une adresse de messagerie personnelle, je vous invite à adresser les usagers concernés (sauf cas particuliers) pour la création des adresses mails personnelles vers les permanences des écrivains publics en ce qui concernent les usagers domiciliés à Saint Paul ».

Les écrivains publics eux mêmes n'ont jamais été informés au préalable...

Autant dire clairement : «On est incapable de remplir notre mission... Au secours !!!

Cela aurait l'avantage de l'honnêteté et du courage !

## **NOTRE REFLET DANS LE MIROIR**

La situation de certains de nos VSC à l'accueil en période de cafouillage GMBI est une honte pour notre administration, une honte pour nous tous.

Dans certains services, sans formation ni renseignements, on les a envoyés faire de l'accueil à raison de plus de 100 personnes par matinée, pour répondre à des demandes que nous-mêmes ne comprenons pas. Les usagers étaient excédés par GMBI et ces jeunes gens essayaient des remarques par dizaines...

Démunis, inquiets, on a ignoré leurs souffrances, certains ont même démissionné. Un des cadres A qui était leur référent en les laissant seuls a osé dire qu'elle préférerait demander sa mutation plutôt que de faire l'accueil...

Au vu de l'état de nos services et du cafouillage sans nom de GMBI, on les a parfois jetés dans la fosse aux lions.

Réfléchissons tous ensemble à ce qui s'est passé dans certains de nos services (pas tous il est vrai, mais déjà trop), à ce que nous avons laissé faire,

regardons nous dans le miroir...

Notre administration porte la honte d'avoir pondu une application qui a été mal préparée, mal soutenue, mal adaptée aux besoins de la population, et de n'avoir même pas assumé de la porter à bout de bras face à la catastrophe... Même la Direction Générale ne répond plus aux attentes sur GMBI, mais nous, nous pouvons dire non, le changement ne doit jamais se faire à ce prix !